

PRINCIPALES OBSERVATIONS

ENJEUX PRIORITAIRES ET CHRONIQUES

■ Prison

CONDITIONS DE DÉTENTION

- Prendre des mesures urgentes pour remédier à la surpopulation chronique des maisons d'arrêts et aux mauvaises conditions de détention matérielles, y compris les cours de promenade.
- Garantir en toutes circonstances un espace vital de 4 m² pour chaque personne détenue en cellule collective
- Revoir les conditions de détention à la prison de Fresnes et envisager sa fermeture car ni l'architecture ni la configuration ne correspondent aux exigences modernes de détention.

SOINS DE SANTÉ

- Améliorer l'accès et la qualité des soins de santé mentale, et revoir les modalités de surveillance nocturne en prison
- Améliorer la présence du personnel médico-soignant, la coordination ainsi que la qualité et la configuration des locaux dédié à la santé dans les prisons de Fresnes et de Villefranche-sur-Saône

CONDITIONS DE DÉTENTION DES PERSONNES MINEURES

- Améliorer l'emplacement des quartiers pour mineurs de la prison de Fleury-Mérogis
- Renforcer les activités et l'enseignement offerts aux enfants privés de liberté

■ Forces de l'ordre

CONDITIONS MATÉRIELLES – Améliorer les conditions matérielles de détention dans les établissements de police en assurant la salubrité des cellules et la propreté des matelas et des couvertures.

CONDITIONS DE DÉTENTION – Mettre en place des systèmes d'appel ou une présence permanente dans les bâtiments de gendarmerie où des personnes sont privées de liberté la nuit.

LE CPT ET LA FRANCE

La France a ratifié l'ECPT en 1989, et la première visite du Comité a eu lieu en 1991.

Depuis la ratification, le CPT a effectué 18 visites en France – 8 visites périodiques et 10 visites ad hoc – dont 141 visites dans des établissements de police et de gendarmerie, 50 dans des établissements pénitentiaires, 22 dans des établissements de santé, 2 dans des établissements sociaux-éducatifs et 39 dans des centres de rétention et de détention à la frontière.

Tous les rapports de visite ont été publiés. La France n'a pas accepté la publication automatique des rapports de visite.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En septembre-octobre 2024, le CPT a visité 14 établissements de police et de gendarmerie, quatre établissements pénitentiaires – Fleury-Mérogis, Fresnes, Marseille-Baumettes et Villefranche-sur-Saône - et un établissement pour mineurs (EPM). Il s'agissait de la 17^e visite du Comité en France.

Police et gendarmerie

La plupart des personnes rencontrées, qui avaient été récemment interpellées par les forces de l'ordre, n'ont fait aucune allégation de mauvais traitements. Néanmoins, quelques personnes, y compris des personnes mineures, ont déclaré avoir reçu des coups volontaires, notamment des coups de pied au visage ou au torse, une fois immobilisées au sol. De plus, plusieurs hommes ont décrit avoir été plaqués au sol puis maintenus par plusieurs policiers, certains exerçant une pression avec leurs genoux au niveau du thorax et de la nuque, parfois avec un pied écrasant le visage. Une telle technique d'immobilisation au sol devrait être revue car elle présente un risque important d'asphyxie posturale. Plus généralement, les actions de prévention de la violence doivent être intensifiées tout comme la délivrance régulière d'un message de « tolérance zéro » des mauvais traitements.

Le régime de la garde à vue continuait à offrir, en droit, l'ensemble des garanties contre les mauvais traitements. Le CPT salue notamment l'élargissement des tiers pouvant être prévenus de la garde à vue. Néanmoins, les autorités devraient poursuivre leurs efforts pour renforcer le rôle préventif des médecins en garde à vue et en facilitant l'accès à l'avocat en toutes circonstances.

Les conditions matérielles de privation de liberté dans les locaux de police sont une source de vives préoccupations. Les locaux de détention visités étaient très sales et vétustes avec des toilettes parfois bouchées, sources d'odeurs nauséabondes, des traces insalubres sur les murs et les sols ainsi que infestés de cafards. Les cellules de garde à vue étaient occupées en fonction de la place disponible sans limitation de capacité. Elles étaient régulièrement surpeuplées, obligeant des personnes, y compris mineures, à passer la journée et la nuit en garde à vue, parfois sans matelas et rarement avec une couverture propre. De plus, des personnes continuent à être enfermées la nuit dans des chambres de sûreté des locaux de gendarmerie sans un système d'appel ou une présence physique dans le bâtiment.

Etablissements pénitentiaires

L'accroissement de la surpopulation carcérale est particulièrement alarmant, le seuil symbolique des 80 000 personnes incarcérées ayant été dépassé au moment de la visite avec 3 810 personnes dormant sur un matelas posé au sol en cellule. La surpopulation aggravait les mauvaises conditions de détention et impactait l'ensemble des aspects de la vie en détention : promiscuité, tensions, manque d'activités et d'opportunités de travail, et difficultés d'accès aux soins de santé. Le CPT estime que la surpopulation carcérale peut transformer une prison en un entrepôt humain et sape tout effort visant à donner un sens pratique à l'interdiction de la torture et d'autres formes de mauvais traitements.

De surcroît, les établissements visités fonctionnaient en « mode dégradé », étant sous-dotés en termes de personnel et de moyens pour mener à bien la politique d'incarcération et de réinsertion.

La très grande majorité des personnes détenues rencontrées n'a pas allégué de mauvais traitements physiques de la part du personnel pénitentiaire. Néanmoins, la délégation a recueilli des allégations crédibles de violences physiques, notamment des claques au visage, des coups de pied ou de poing. La situation était particulièrement préoccupante aux établissements de Fresnes et de Villefranche-sur-Saône.

La violence physique et verbale entre personnes détenues était également un problème existant dans tous les établissements visités. Des bagarres et des extorsions avaient régulièrement lieu en cellule, dans les coursives, les douches collectives et les cours de promenade, où le personnel pénitentiaire n'intervenait généralement pas. De nombreuses personnes ont fait état de situations de harcèlement et de pressions et certaines refusaient de sortir de leur cellule par crainte de violence.

Les conditions matérielles étaient très variées d'un établissement à l'autre. Les bâtiments de la prison de Marseille-Baumettes avaient été récemment construits et la maison d'arrêt pour hommes de Fleury-

Mérogis avait fait l'objet d'une rénovation complète. Ces conditions contrastaient avec la prison de Villefranche-sur-Saône et la maison d'arrêt pour les femmes de Fleury-Mérogis où les cellules étaient vétustes et décrépies, avec du mobilier et des fenêtres cassés. Les conditions d'incarcération à la prison de Fresnes étaient indignes avec des locaux et des cellules humides, vétustes et insalubres ainsi que la présence alarmante de rats, de cafards et de punaises de lit.

Le régime d'activités observé dans les établissements était généralement assez pauvre. La plupart des personnes détenues passaient près de 20 heures par jour en cellule et encore plus le week-end, en l'absence de travail, de formation et d'autres activités psychosociales et récréatives régulières. Le CPT prend note des efforts des autorités pour développer le travail pénitentiaire et lutter contre la pauvreté en détention. Entre 15 et 20 % de la population avait le statut d'indigent dans les établissements visités.

Les autorités devraient poursuivre leurs efforts pour offrir des activités supplémentaires et ainsi permettre aux personnes détenues, y compris les femmes, de passer au moins huit heures hors de leur cellule. L'offre d'activités devrait aussi être substantiellement accrue dans les « unités mères-enfants », notamment pour favoriser le développement des enfants et soutenir les mères dans leur rôle parental.

L'adoption en mars 2024 d'un référentiel de prise en charge des personnes LGBT+ par l'administration pénitentiaire est une évolution positive. Néanmoins, les efforts devraient être poursuivis pour diminuer l'isolement *de facto* de ces personnes et accroître le temps voué aux activités et au travail. Tout en saluant la création d'un quartier dédié aux personnes transgenres à Fleury-Mérogis, le Comité recommande aux autorités d'envisager son transfert dans un lieu plus adéquat.

Les soins de santé étaient généralement d'un bon niveau dans les établissements de Fleury-Mérogis et de Marseille-Baumettes où l'accès aux soins était, dans l'ensemble, acceptable. En revanche, dans les prisons de Fresnes et de Villefranche-sur-Saône, des problèmes importants ont été identifiés tels que le manque de personnel de santé, l'absence de coordination entre les différents services et l'inadéquation des locaux. La situation était manifestement aggravée par la surpopulation carcérale et la surenchère sécuritaire qui entravaient l'accès aux soins. Un nombre croissant de personnes détenues présentant des troubles, parfois sévères, liés à la santé mentale a été constaté alors que la prise en charge psychiatrique était souvent limitée par le manque de psychiatres.

L'absence de progrès concernant les conditions d'incarcération des personnes en maison d'arrêt pourrait contraindre le CPT à envisager l'ouverture d'une procédure de déclaration publique en vertu de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention.

Enfants en prison

Les enfants détenus dans les quatre structures visitées (quartiers « garçons » et « filles » de Fleury-Mérogis, quartiers « filles » de Marseille-Baumettes et EPM de la Valentine) ont indiqué être correctement traités par le personnel pénitentiaire. Le CPT note cependant que des allégations de mauvais traitements avaient pu avoir lieu notamment à l'EPM de la Valentine et que certains garçons détenus à Fleury-Mérogis ont évoqué des propos inappropriés et des insultes de la part de quelques agents pénitentiaires.

Si les conditions matérielles des cellules du quartier pour les garçons de Fleury-Mérogis étaient satisfaisantes, sa localisation était totalement inappropriée. Le CPT appelle les autorités à déplacer ce quartier pour mineurs dans un environnement adapté à la prise en charge d'enfants sans contact avec des personnes détenues majeures.

Dans les quatre structures, les enfants passaient une grande partie de la journée en cellule en l'absence d'activités régulières. De plus, l'enseignement se limitait souvent à 1 à 2 heures par jour et s'interrompait le plus souvent lors des vacances scolaires. Le manque d'activités structurantes et motivantes était particulièrement préoccupant au quartier pour les garçons de Fleury-Mérogis.

Le CPT regrette que la législation française permette toujours l'isolement disciplinaire des enfants en contradiction avec ses normes. De plus, il est inacceptable que des enfants soient placés à l'isolement dans des quartiers disciplinaires pour adultes.